



Revue de presse



Dimanche 14 Janvier 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La Direction générale des impôts lance son nouveau site électronique

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, samedi, un communiqué de la DGI.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Fiscalité : les principales mesures prévues par la loi de Finances 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de Finances 2024 (LF) visant notamment, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le directeur général du domaine national : hausse de la délivrance des livrets fonciers de 30 pc

La délivrance des livrets fonciers au niveau national a augmenté, en 2023, de 30% par rapport à 2022, a annoncé, jeudi à Oran, le directeur général du Domaine national Kheddi Abderrahmane.

Lors de la séance d'ouverture de l'assemblée générale de la chambre régionale des notaires d'Oran, M. Kheddi a souligné que les facilités fournies par la Direction générale du domaine national et le ministère des Finances, au cours des dernières années, dans le domaine de la délivrance d'actes de propriété et de livrets fonciers, a permis une augmentation du rythme de délivrance de livrets fonciers et la célérité de leur traitement, passant à 30% par rapport à 2022.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Banques : le CPA dépose sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a déposé au niveau de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger, et l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne, à hauteur de 30%, a-t-on appris samedi auprès de la Cosob.

"Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) a déposé au cours de la semaine dernière au niveau de la COSOB une demande d'introduction en bourse et l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne à hauteur de 30% via une cession d'actions", a déclaré à l'APS le président de la commission, organisme régulateur du marché boursier national, Youcef Bouzenada.



[Loi de finances 2024](#)

[Tout pour faciliter la vie du citoyen](#)

Une massive mobilisation des ressources fiscales pour soutenir le pouvoir d'achat et encourager l'investissement.

Préservation du pouvoir d'achat, amélioration du climat des affaires et moult facilitations pour soutenir l'investissement, ce sont là les dispositions prévues par la loi de finances 2024 (LF 2024) dont un large aperçu des mesures à fortes teneurs socio-économiques vient d'être annoncé par la direction générale des impôts (DGI).



[Administration fiscale](#)

[Le facteur limitant de la relance](#)

La réforme fiscale s'est imposée ces dernières années, comme un axe central des grandes actions de l'Exécutif.

Indissociable de la nouvelle politique économique, la réforme fiscale s'est imposé ces dernières années, comme un axe central des grandes actions de réformes. À ce titre, l'administration fiscale a traversé des étapes cruciales, en vue de s'adapter aux nouvelles orientations économiques, l'objectif étant de passer à un mode de fonctionnement favorable à la concrétisation des nouvelles dispositions adoptées dans le cadre des programmes de développement.



[Administration des impôts](#)

[La DGI lance son site électronique](#)

La direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, hier, un communiqué de la DGI. Conçu pour constituer «un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs, ce nouveau site garantit davantage d'interactivité et facilite la consultation».



La Direction générale des impôts lance son nouveau site électronique

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, samedi, un communiqué de la DGI.

Conçu pour constituer "un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs, ce nouveau site garantit davantage d'interactivité et facilite la consultation".



Direction générale des impôts : Le nouveau site internet lancé

C'est en mode «non-stop» que se déroule l'opération de numérisation des services du ministère des Finances. Après le Data Center du département de la Tutelle, le nouveau système d'information des Douanes, c'est au tour de la Direction générale des impôts (DGI) de lancer son nouveau site : <https://mfdgi.gov.dz>

La DGI précise, sur sa page Facebook, que cet outil se veut «comme un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs, qui assure plus d'interactivité et de facilité de navigation».



Fiscalité : les principales mesures de la loi de Finances

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi dernier, les principales dispositions fiscales de la loi de Finances 2024 (LF) visant notamment, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, la DGI a énuméré les nouvelles mesures répondant à un objectif socio-économique et s'articulant autour de sept principaux axes, à savoir le soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la mobilisation des ressources fiscales, la conformité fiscale et la lutte contre la fraude, les facilitations et simplifications des procédures, la numérisation ainsi que d'autres mesures introduites dans ce texte.

Domaine national : hausse de la délivrance des livrets fonciers de 30%

La délivrance des livrets fonciers au niveau national a augmenté, en 2023, de 30% par rapport à 2022, a annoncé, jeudi dernier à Oran, le directeur général du Domaine national Kheddi Abderrahmane.

Lors de la séance d'ouverture de l'assemblée générale de la chambre régionale des notaires d'Oran, M. Kheddi a souligné que les facilités fournies par la Direction générale du domaine national et le ministère des Finances, au cours des dernières années, dans le domaine de la délivrance d'actes de propriété et de livrets fonciers, a permis une augmentation du rythme de délivrance de livrets fonciers et la célérité de leur traitement, passant à 30% par rapport à 2022.

Gestion des réserves de changes et création d'un fonds souverain : ce que disent les spécialistes

Les réserves de changes en Algérie se situent autour de 70 milliards de dollars. Dans une étude qu'ils viennent de publier, le Pr Farid Yaïci et sa doctorante Ouaret Samira, enseignants à l'université de Béjaïa, affirment que par la création d'un fonds souverain, «l'Algérie aurait gagné plus que les rendements des placements de ses réserves».

Après avoir adopté une démarche prudente, depuis 2018, «la stratégie de la Banque d'Algérie en termes de placements des actifs a été modifiée préférant des placements dans des obligations supranationales et des agences et, depuis 2019, des investissements en actifs libellés en RMB ont été réalisés».

FMI : Le PIB mondial pourrait chuter de 4,5%

Le Fonds monétaire international (FMI) a réitéré jeudi dernier que le coût de la fragmentation serait significatif, notant que le produit intérieur brut (PIB) mondial pourrait chuter de 4,5% dans un scénario extrême de "dérisqueage".

"Nous voyons des signes initiaux de dérisquage et de fragmentation dans les données que nous examinons", a déclaré Julie Kozack, porte-parole du FMI, lors d'un point de presse, en réponse à une question de médias.



[Economie mondiale : Les craintes de la B.M.](#)

La Banque mondiale a alerté contre le risque d'une décennie d'opportunités manquées pour l'économie mondiale, alors que la croissance sur les cinq dernières années a été la plus faible enregistrée depuis plus de 30 ans, selon son rapport de perspective.



[Contrebande à In guezzam et à Tamanrasset : Les Douanes sévissent](#)

Les agents des Douanes, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont déjoué une tentative de contrebande de quantités considérables de produits de consommation subventionnés dans la wilaya d'In Guezzam, a indiqué, hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes..



[Finances : Laaziz Faid, mardi, au Forum d'El Moudjahid](#)

Le Forum d'El Moudjahid recevra, mardi 16 janvier, à partir de 10h, le ministre des Finances, Laâziz Faïd.

A l'occasion, Laaziz Faid expliquera les grandes réformes engagées par les pouvoirs publics, à travers, notamment, la loi de finances 2024, indique un communiqué du quotidien national. Occasion, également, pour le ministre des Finances dresser un état des lieux réel des finances du pays.



[Introduction à la Bourse d'Alger : La CPA dépose sa demande](#)

L'opération d'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) semble entrée dans sa dernière phase. Le CPA a officiellement déposé au niveau de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger. Un processus obligatoire avant l'ouverture de son capital par appel public à l'épargne, à hauteur de 30%.



[Direction Générale des Impôts : Lancement du nouveau portail web](#)

La Direction Générale des Impôts annonce le lancement de son nouveau site officiel <https://mfdgi.gov.dz>, «comme un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs qui assure plus d'interactivité et de facilité de navigation ».

Cet intérêt pour le site « s'inscrit dans les efforts de la DGI visant à placer les contribuables et les citoyens au centre de ses préoccupations, et à proposer des informations et des services adaptés aux préoccupations des utilisateurs ».



[Loi de finances 2024: Les principales mesures fiscales](#)

Les principales dispositions fiscales de la loi de finances 2024 (LF) ont été vulgarisées par un communiqué de la Direction générale des impôts (DGI). Publié jeudi dernier sur son site officiel, le communiqué de la DGI a énuméré les nouvelles mesures répondant à un objectif socio-économique, essentiellement la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et l'amélioration du climat des affaires, axées autour de sept principaux axes, à savoir le soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la mobilisation des ressources fiscales, la conformité fiscale et lutte contre la fraude, les facilitation et simplification des procédures, ainsi d'autres mesures introduites dans ce texte.



Des prévisions flottantes

Les prévisions de la croissance économique mondiale pour 2024, établies par des institutions financières internationales et des organismes onusiens, sont des plus pessimistes. Selon un rapport de la Banque mondiale (BM), publié le 9 janvier dernier, l'économie mondiale devrait enregistrer un triste record d'ici fin-2024, à savoir la plus faible croissance du PIB sur une demi-décennie depuis 30 ans.

Plusieurs paramètres assombrissent les perspectives économiques mondiales, et le rapport cite dans ce sens les tensions géopolitiques croissantes, qui pourraient engendrer de nouveaux risques à court terme, une croissance en berne pour de nombreux pays en développement, en raison du ralentissement de la croissance dans la plupart des grandes économies.



Entrée du CPA en bourse: Une nouvelle étape franchie

Le Crédit populaire d'Algérie, CPA, vient de franchir une nouvelle étape dans son processus d'entrée en bourse, a annoncé, ce samedi, la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse, Cosob.

La COSOB a, en effet, affirmé que le CPA dont le capitale sera ouvert, par appel public à l'épargne, à hauteur de 30%, soit l'équivalent de 100 milliards de DA, a déposé sa demande d'introduction à la Bourse d'Alger.



Fiscalité: Les principales mesures prévues par la loi de finances 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de finances 2024 (LF), visant notamment la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité.



Finances: La Direction générale des impôts lance son nouveau site électronique

La Direction générale des impôts (DGI) a lancé son nouveau site électronique contenant des informations et de nouveaux services au profit des utilisateurs, a indiqué, hier, un communiqué de la DGI. Conçu pour constituer «un espace moderne de communication et d'échange avec les différents utilisateurs, ce nouveau site garantit davantage d'interactivité et facilite la consultation».

Dans son allocution à l'occasion du lancement de ce nouveau site (<https://mfdgi.gov.dz>), la directrice générale des impôts, Amel Abdelatif, a affirmé que «le travail réalisé ne s'était pas limité uniquement à moderniser le site pour plus d'interactivité, mais aussi à en améliorer le contenu pour fournir des informations et des services à la hauteur des aspirations des utilisateurs».



Nouvelles mesures fiscales : Consolider le pouvoir d'achat et booster la croissance

La Direction générale des impôts (DGI) vient de détailler les différentes exonérations incluses dans la loi de finances 2024 afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et soutenir l'investissement.

A caractère économique et social, ces mesures ont également pour but d'améliorer le climat des affaires à travers la mobilisation des ressources, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et l'octroi de facilités fiscales. La DGI a, ainsi, mis en avant l'exonération temporaire de la TVA pour certains produits de large consommation. Cette disposition devrait toucher, entre autres, l'importation et la vente de légumes secs, de riz et de fruits frais, d'œufs, de poulet, semoule, farine courante et supérieure.



Fiscalité : Les principales mesures prévues par la loi de Finances 2024

La Direction générale des impôts (DGI) a communiqué, jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de Finances 2024 (LF) visant notamment, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'octroi de facilitations fiscales en vue de soutenir l'investissement et les entreprises en activité.



Délivrance des livrets fonciers : Une hausse de 30 %

La délivrance des livrets fonciers au niveau national a augmenté, en 2023, de 30% par rapport à 2022, a annoncé, jeudi à Oran, le directeur général du Domaine national Kheddi Abderrahmane.

Lors de la séance d'ouverture de l'assemblée générale de la chambre régionale des notaires d'Oran, M. Kheddi a souligné que les facilités fournies par la Direction générale du domaine national et le ministère des Finances, au cours des dernières années, dans le domaine de la délivrance d'actes de propriété et de livrets fonciers, a permis une augmentation du rythme de délivrance de livrets fonciers et la célérité de leur traitement, passant à 30% par rapport à 2022.

جباية: أهم التدابير و الإجراءات المقررة في 2024

تضمن قانون المالية لسنة 2024 جملة من التدابير الضريبية الرامية أساسا الى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين و تحسين مناخ الاعمال مع تكريس تسهيلات جبائية من شأنها دعم الاستثمار و نشاط المؤسسات، وفق ما جاء في بيان نشر في الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب.

وفصلت المديرية الإجراءات الجديدة التي تضمنها القانون وذات الطابع الاقتصادي و الاجتماعي والتي تركز على دعم القدرة الشرائية للمواطنين و إجراءات ضريبية ترمي أساسا الى دعم الاستثمار و الاقتصاد و تعبئة الموارد الجبائية و مكافحة الغش و التهرب الضريبيين، و التسهيلات الجبائية.

المديرية العامة للضرائب تطلق موقعها الإلكتروني الجديد

أطلقت المديرية العامة للضرائب موقعها الإلكتروني الرسمي الجديد والذي يتضمن معلومات وخدمات رقمية جديدة لفائدة المستخدمين، حسبما أفاد به يوم السبت بيان للمديرية.

و أوضح البيان أن الموقع الجديد صمم ليكون "فضاء عصريا للاتصال و التبادل مع مختلف المستعملين بحيث يضمن لهم أكثر تفاعلية و سهولة في التصفح".



مالية .. هذه أبرز الإعفاءات الضريبية المقررة في 2024

تضمن قانون المالية لسنة 2024 جملة من التدابير الضريبية التي حملت عددا من الإعفاءات الرامية إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعم الاستثمار.

وفصلت المديرية العامة للضرائب، في بيان لها الإجراءات الجديدة التي تضمنها القانون وذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي والتي تركز على دعم القدرة الشرائية للمواطنين وإجراءات ضريبية ترمي أساسا الى دعم الاستثمار والاقتصاد و تعبئة الموارد الجبائية و مكافحة الغش و التهرب الضريبيين، و التسهيلات الجبائية ومنها:



القرض الشعبي الجزائري يستعد للدخول لبورصة الجزائر

أودع القرض الشعبي الجزائري لدى لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة طلب الدخول إلى بورصة الجزائر وفتح رأس ماله للدخار العام في حدود 30 %، حسبما نشرته اليوم السبت، 13 جانفي، وكالة الأنباء الجزائرية.

وقد صرح رئيس اللجنة، وهي الهيئة المكلفة بضبط سوق البورصة الوطنية، يوسف بوزنادة، لوكالة الأنباء أن "القرض الشعبي الجزائري قد أودع خلال الأسبوع الماضي على مستوى لجنة تنظيم و مراقبة عمليات البورصة طلب دخول البورصة و فتح رأس ماله من خلال الدعوة العامة للدخار في حدود 30 % عبر طرح أسهم."



إطلاق الموقع الإلكتروني الجديد للمديرية العامة للضرائب

أعلنت المديرية العامة للضرائب عن إطلاق موقعها الإلكتروني الرسمي الجديد للاتصال والتبادل، الذي يضمن للمستخدمين الوصول إلى مختلف الخدمات الرقمية.



22مليار دينار ودائع الصيرفة الإسلامية في بنك "بدر"

أكدت مديرة التسويق والاتصال في بنك "بدر"، كنزة لارباس، أن "البنك تمكن منذ اعتماده لهذا النشاط في 2021 وإلى غاية نهاية سنة 2023 من تسجيل أكثر من 22 مليار دج من الموارد المالية، وما يفوق 30 ألف حساب من مختلف صيغ الصيرفة الإسلامية، لدى الأفراد والمؤسسات والمهنيين."

تعتبر هذه الحصيلة الأولية "إيجابية" وتؤكد وجود طلب كبير من طرف الزبائن على هذه الصيغة.

ويتم تسويق المنتجات الإسلامية لبنك "بدر" عبر 81 شباك خاص بهذا النمط من الصيرفة وأربع وكالات متخصصة، فيما يعترز البنك مواصلة تعميم هذه الشبائيك خلال السنة الجارية لتشمل تدريجيا جميع وكالاته التجارية الأخرى عبر كامل التراب الوطني، حيث سيتم فتح 23 شباكا إسلاميا "على الأقل".



القرض الشعبى الجزائري يودع طلبه لدخول بورصة الجزائر

أودع القرض الشعبى الجزائري لدى لجنة تنظيم و مراقبة عمليات البورصة طلب الدخول إلى بورصة الجزائر و فتح راس ماله للادخار العام في حدود 30 %، حسبما علم اليوم السبت من اللجنة.

في هذا الصدد، صرح رئيس اللجنة، الهيئة المكلفة بضبط سوق البورصة الوطنية، يوسف بوزنادة لواج، ان ”القرض الشعبى الجزائري قد اودع خلال الاسبوع الماضى على مستوى لجنة تنظيم و مراقبة عمليات البورصة طلب دخول البورصة و فتح رأس ماله من خلال الدعوة العامة للادخار في حدود 30 % عبر طرح أسهم.“



هذه الإعفاءات الضريبية المقررة سنة 2024

تضمّن قانون المالية لسنة 2024 جملة من التدابير الضريبية للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين. وتحسين مناخ الأعمال مع تكريس تسهيلات جبائية من شأنها دعم الإستثمار ونشاط المؤسسات.

وجاء في بيان نشر في الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب، فصلّت من خلاله الإجراءات الجديدة التي تضمنها القانون وذات الطابع الإقتصادي والإجتماعي. والتي تركز على دعم القدرة الشرائية للمواطنين واجراءات ضريبية.

الإعفاء من الـ TVA لبعض المواد واسعة الإستهلاك



بلاغ من المديرية العامة للضرائب

أعلنت المديرية العامة للضرائب، اليوم السبت، عن إطلاق موقعها الإلكتروني الرسمي الجديد كفضاء عصري للإتصال والتبادل مع مختلف المستعملين.

وحسب بيان للمديرية، يتمثل الموقع الإلكتروني الجديد لذات الهيئة في <https://mfdgi.gov.dz> ، حيث يضمن لهم أكثر تفاعلية وسهولة في التصفح.

MESURES FISCALES POUR LE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT ET LA PRÉSERVATION DU POUVOIR D'ACHAT

L'éclairage de la DGI

Les principales mesures fiscales énoncées dans la loi de finances 2024 ont été compilées dans un document rendu public mercredi dernier par la Direction générale des impôts (DGI) qui souligne que ces dispositions fiscales répondent à un objectif socio-économique visant notamment la préservation du pouvoir d'achat du citoyen et l'amélioration du climat des affaires.

Soutien à l'investissement et à l'économie nationale, préservation du pouvoir d'achat du citoyen, mobilisation des ressources fiscales, confort fiscal et lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, facilitations fiscales, simplification et harmonisation des procédures, numérisation des procédures. Tels sont les axes autour desquels s'articulent les dispositions énumérées.

Pour les mesures phares dédiées au soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la DGI met en avant la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), une disposition qui a pour effet l'amélioration du climat des affaires en réduisant la charge fiscale sur l'entreprise, et ce, pour une meilleure inclusion financière et fiscale. Afin d'encourager l'auto-entrepreneuriat en Algérie, la LF 2024 a révisé à la baisse le taux de l'impôt forfaitaire unique (IFU) applicable aux activités éligibles au

énoncées par la LF 2024 axées sur la préservation du pouvoir d'achat du citoyen a été passée en revue dans le communiqué de la DGI. Il en est ainsi des exonérations temporaires de la TVA de certains produits de large consommation dans les opérations d'importation et de vente de légumes secs et du riz, destinés à la consommation humaine, de vente des fruits et légumes frais, des œufs de consommation, de poulet de chair et la dinde, produits localement. Idem pour la vente de farine courante et supérieure, ainsi que de la semoule. La DGI rappelle également que, afin de garantir la disponibilité de l'huile alimentaire en quantités suffisantes sur le marché intérieur, la LF 2024 a prorogé le délai à partir duquel les importateurs/transformateurs de l'huile brute de soja doivent entamer le processus de production de cette matière première, ou de l'acquérir sur



Photo : DFI

le marché national, au 31 décembre 2024, sous peine de perdre le bénéfice de la compensation et des exonérations douanières et fiscales accordées. Autres mesures phares, celles énoncées afin d'encourager l'accessibilité à l'internet fixe. Objectif pour lequel ont été incluses des dispositions consistant en la reconduction de l'exonération de la TVA, jusqu'au 31 décembre 2026, des frais et rede-

vances liés aux services d'accès fixe à internet, ainsi que les charges relatives à la location de la bande passante destinée exclusivement à la fourniture du service internet fixe. Tout comme pour les frais liés à l'hébergement de serveurs web au niveau des centres de données (Data Center) implantés en Algérie et en .DZ (point dz), ou encore ceux liés à la conception et au développement

des sites web, à la maintenance et à l'assistance ayant trait aux activités d'accès et d'hébergement de sites web en Algérie. Toutes les dispositions fiscales contenues dans la loi de finances 2024 ont été compilées dans ce communiqué fort explicite notamment quant aux objectifs visés par les pouvoirs publics en instaurant toutes ces mesures fiscales.

Azidine Maktour

statut de l'auto-entrepreneur, de 5% à 0,5%. Par ailleurs, dans le but de soutenir et d'encourager la filière laitière en Algérie, la LF 2024 a étendu l'exonération prévue en matière d'IRG et d'IBS, à l'IFU au titre du chiffre d'affaires réalisé dans l'exercice des activités de collecte et de vente le lait cru, d'une part, et de l'autre élargir le taux réduit de la TVA (9%) sur les ventes de déchets valorisés, aluminium, fer, bois, verre, carton et de plastique ainsi qu'aux déchets valorisables de papier, de caoutchouc, de pneus hors d'usage, d'huile moteur, de boîte de vitesse et de lubrification usagées, d'huiles et matières grasses alimentaires et accumulateurs au plomb. Des incitations fiscales ont également été octroyées pour favoriser le développement du marché financier, en encourageant les entreprises à y recourir pour couvrir leurs besoins en financement. Ceci en reconduisant pour une durée de 5 ans l'exonération de l'IBS ou de l'IRG de certains produits financiers. Toujours dans le domaine de la finance, la LF 2024 a exclu de la base imposable à l'IBS, les revenus provenant d'emploi d'instruments financiers, perçus par la société d'assurance dans le cadre de l'assurance TAKAFUL, lorsque les montants y afférents sont destinés à être dépensés dans des actes de bienfaisance.

La somme de dispositions fiscales

MESURES FISCALES DE 2024

EXONÉRATIONS ET TAUX RÉDUITS D'IMPÔTS

La Direction générale des impôt (DGI) a rappelé, dans un communiqué repris par l'APS jeudi, les principales dispositions fiscales de la loi de finances 2024.

Il s'agit, entre autres, des nouvelles mesures répondant à un objectif socio-économique et s'articulant autour de sept principaux axes, à savoir le soutien à l'investissement et à l'économie nationale, la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, la mobilisation des ressources fiscales.

Au sujet de la question du pouvoir d'achat, il a été fait état de l'exonération temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de certains produits de large consommation, applicable jusqu'au 31 décembre 2024 et qui concerne l'importation et la vente de légumes secs et du riz, les fruits et légumes frais, les œufs, le poulet de chair et la dinde produits localement, la farine courante et supérieure ainsi que la semoule. Le délai d'exonérations douanières et fiscales accordées aux importateurs/transformateurs de l'huile brute de soja a été prorogé au 31 décembre 2024.

Aussi, a-t-il été souligné, la révision à la baisse des tarifs du droit du timbre applicable aux passeports de 48 pages au profit des citoyens algériens résidents et non résidents.

Pour favoriser l'accès à l'internet, il a été décidé la prorogation de l'exonération de la TVA accordée aux opérations portant sur la fourniture des services internet fixe jusqu'au 31

décembre 2026, touchant les services de la location de la bande passante, d'hébergement de serveurs web, la conception et au développement des sites web, ainsi que la maintenance et l'assistance. Concernant le volet lié au soutien à l'investissement, la direction générale des impôts a cité, entre autres, la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), la révision du taux de l'impôt forfaitaire unique (IFU) applicable aux auto-entrepreneurs de 5% à 0,5%, l'exonération de l'IFU du chiffre d'affaires pour les activités de collecte et de vente de lait cru et l'élargissement du taux réduit de 9% de la TVA à la vente d'une nouvelle liste de déchets valorisés.

Le gouvernement a également pris de nouvelles mesures qui sont des incitations fiscales en vue de favoriser le développement du marché financier et boursier. Dont des exonérations de l'IBS ou de l'IRG des produits des actions et titres assimilés cotés en Bourse. Des exonérations de l'IRG sont accordées aussi aux épargnants pour encourager l'épargne dans le cadre des programmes publics de logements.

Afin de développer l'activité d'assurance Takaful, la LF-2024 a exclu de la base imposable à l'IBS les revenus provenant d'emploi d'instruments financiers, perçus par la société d'assurance, a fait savoir la DGI.

Il sera procédé à l'application, en 2024, d'un taux réduit de 9% en matière de TVA aux intrants destinés à l'élevage aquacole et une exonération de la taxe d'efficacité énergétique pour les opérations d'exportation certains produits énergétiques fabriqués localement.

A. By.

ELLE LANCE SON NOUVEAU SITE WEB

La DGI fait peau neuve

La Direction générale des impôts (DGI) lance son tout nouveau site internet. Cette plateforme électronique ambitionne de faciliter les interactions et la communication avec les usagers, conformément à la stratégie de numérisation prônée par la DGI. Au programme : informations fiscales, services en ligne et accompagnement des contribuables, le tout dans un objectif de transparence et d'amélioration continue.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les administrations publiques poursuivent leur marche vers la modernisation et la numérisation. La dernière avancée en date concerne la Direction générale des impôts (DGI), qui vient de dévoiler son tout nouveau site internet officiel : <https://mfdgi.gov.dz>.

Cette plateforme moderne se veut un espace de communication et d'échange visant à faciliter l'interaction avec les différents utilisateurs. Un

nouveau pas vers la numérisation qui positionne la DGI en tant qu'acteur engagé dans la modernisation de ses services, avec un site internet à la pointe pour répondre aux attentes et besoins croissants de ses utilisateurs.

Dans un mot de bienvenue publié sur le site, la directrice générale des impôts, Amel Abdelatif, met en lumière la stratégie de communication de la DGI, structurée autour de trois axes fondamentaux : l'information, l'accompagnement, et la sensibilisation du grand public, en particulier des contribuables. L'objectif est de mettre en avant les services offerts par l'administration fiscale, avec un accent particulier sur les services numériques, les mesures fiscales incitatives à l'investissement, et les facilités en matière de déclaration et de paiement des taxes et redevances.

Elle souligne que le nouveau site internet ne se contente pas d'un simple ravalement de façade pour plus d'interactivité, mais s'attache également à améliorer en continu son contenu. Une démarche qui vise, selon elle, à fournir des informations et des services adaptés aux préoc-

cupations des utilisateurs. «L'objectif de la Direction générale des impôts est de mettre à votre disposition un site internet moderne et en constante évolution qui a pour mission de vous informer au quotidien de manière fluide et interactive, notamment en ce qui concerne le recouvrement et toutes les évolutions liées aux activités de l'administration fiscale», explique la directrice générale des impôts.

Le nouveau site de la DGI se distingue ainsi par ses différentes rubriques, chacune dédiée à un thème précis, offrant une expérience utilisateur optimale grâce à une architecture réfléchie garantissant une navigation facile et intuitive.

La Direction générale des impôts invite tous les usagers à découvrir les divers services numériques proposés, ainsi que les nouvelles rubriques relatives à l'impôt. Un appel est lancé sur sa page officielle Facebook, invitant les utilisateurs à partager leurs avis et commentaires pour continuellement améliorer la qualité du service offert à travers la nouvelle plateforme numérique.

Ry. N.

سيتم صرفها على المكشوف

الترخيص لمصالح المالية بطلب تسبيق مالي لتغطية راتبى جانفي وفيفري

رفع منح التقاعد والتخفيض في الضرائب على الدخل، وهي إجراءات وصفها الرئيس غداة الإعلان عنها، بـ "أمر استثنائي لا مثيل له يهدف أساسا إلى تحسين القدرة الشرائية... لم يسجل في الجزائر أي رفع للأجور منذ نحو 10 سنوات إلى 15 سنة.. والرفع التدريجي للأجور حاليا سينعكس بالتأكيد على مستوى معيشة المواطن، في انتظار الرفع النهائي لها خلال السنة الجارية".

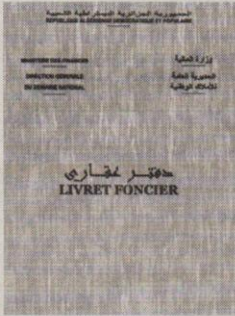
خيرة لعروسي

جانفي وفيفري على المكشوف، تطبيقا للتعليمية رقم 07 الصادرة في 13 ديسمبر 2023، حيث سبق لمصالح الوزارة الأولى أن أمرت بصب الزيادات التي أقرها رئيس الجمهورية في رواتب الموظفين بداية من الشهر الجاري تجسيدا لالتزاماته الرامية إلى تحسين القدرة الشرائية. ويتعلق الأمر بزيادة في الرواتب على مدى السنتين 2023 - 2024؛ ليتراوح مستواها سنويا ما بين 4500 دينار إلى 8500 دينار حسب الرتب، بنسبة 47 بالمائة، إضافة إلى

وفيفري 2024، بالزيادات الجديدة التي أقرها رئيس الجمهورية. ورخصت المراسلة الموجودة بحوزة "الخبير"، المحاسبين الرئيسيين للولايات، والأعوان المحاسبين في المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري، لتقديم طلب لأمين الخزينة الولائية للحصول على تسبيق مالي لتغطية أجرة شهر جانفي وفيفري 2024، شرط تسوية هذا التسبيق بمجرد الاستفادة من الشطر الأول من الإعانات لاحقا. وبناء على ذلك، سيتم صرف راتبى

● أمرت وزارة المالية مصالحتها في جميع الولايات، بطلب تسبيق مالي لتغطية راتبى جانفي وفيفري 2024، بالزيادات الجديدة التي أقرها رئيس الجمهورية، وتنفيذا لتعليمية الوزير الأول التي أمرت بدفعها على المكشوف، على أن يتم تسوية هذا التسبيق بمجرد الاستفادة من الشطر الأول من الإعانات لاحقا. أفرجت مصالح وزارة المالية عن قرار يحمل رقم 02 مؤرخ في 11 جانفي الجاري، تخص كيفيات التكاليف بنفقات راتبى شهري جانفي

آلاف الشكاوي تكشف معاناة المواطنين في الحصول على "الدفتر الأخضر" ارتفاع بنسبة 30 بالمائة سنة 2023 في استصدار الدفاتر العقارية



المواطنين وعدم التنسيق بين مصالح الحفاظ العقاري ومسح الأراضي، وأملاك الدولة.

ووجهت تعليمية إلى المدير العام للأملاك الوطنية والوكالة الوطنية لمسح الأراضي، في 21 جانفي 2021، أكد فيها الوزير بأن الأمر رقم 75-74 المؤرخ في 12/11/1975 المعدل والمتمم المتضمن إعداد مسح الأراضي العام وتأسيس السجل العقاري، وضع جهازا يتضمن عملية مسح الأراضي والترقيات العقارية، يهدف إلى إعداد وتسليم من طرف المحافظات العقارية المختصة إقليميا للدفتر العقاري لفائدة المالك الذي يتم التعرف عليه خلال عملية مسح الأراضي، وهي الوثيقة التي تعد بمثابة سند قانوني للعقارات المسوحة، تسمح لحاملها بالقيام بأعمال التسجيل والتصرفات،

● كشف المدير العام للأملاك الوطنية، خدي عبد الرحمان، أن إصدار الدفاتر العقارية ارتفعت بنسبة 30 بالمائة على المستوى الوطني، خلال سنة 2023 مقارنة بالسنة التي سبقتها 2022.

وذكر خدي خلال جلسة افتتاحية لجمعية عامة للفرقة الجهوية للموثقين احتضنتها وههران، أول أمس، أن التسهيلات التي وفرتها المديرية العامة للأملاك الوطنية ووزارة المالية خلال السنوات الأخيرة في مجال إصدار عقود الملكية والدفاتر العقارية: "سمحت برفع وتيرة إصدار الدفاتر العقارية وسرعة معالجتها، ورفع عددها العام الماضي بنسبة 30 بالمائة مقارنة بسنة 2022".

وأشار المدير العام للأملاك الوطنية، خدي عبد الرحمان، إلى أن مصالح المديرية ستشجع قريبا في إدخال حيز التطبيق مجموعة من التسهيلات الإجرائية في مجال معالجة وإصدار العقود والدفاتر العقارية لتسهيل مهام العاملين في مجال الحفاظ العقاري والمتعاملين معهم من موثقين ومواطنين. كما أعلن المسؤول ذاته أنه سيتم قريبا الشروع في تنصيب نواب للمحافظين العقاريين على مستوى المحافظات العقارية، بما يسمح بوجود

الحصول على رخصة بناء، تأسيس رهن لضمان قرض بنكي وغيرها بحق الملكية. أضف إلى ذلك، فقد نصت الأحكام التنظيمية المعمول بها على أنه لكل شخص استفاد من ترقيم عقاري نهائي، من الحصول بصفة تلقائية على دفتر عقاري مقابل دفع رسم الشهر العقاري المستحق للخزينة العمومية.

غير أن الإدارة المركزية على مستوى الوزارة تلقت آلاف العرائض والشكاوي صادرة عن أشخاص طبيعيين ومعنويين، يشتكون من بطء صعوبات يتلقونها على مستوى كل من مصالح الحفاظ العقاري ومسح الأراضي، وفي بعض الأحيان حتى من طرف مصالح أملاك الدولة للحصول على الدفتر العقاري، وتتمثل العراقيل في الاستقبال والتوجيه وإخضاع الأشخاص لممارسات بيروقراطية غير مقبولة، ومطالبتهم بتقديم وثائق غير منصوص عنها قانونا، مع نقص في التنسيق بين المصالح، مثلما جاء في نص تعليمية وزارة المالية التي اعترفت بهذا الواقع.

وهي الوضعية السلبية التي تمس بمصداقية الإدارة وقد تشكل، في حالة استمرارها، عرقلة للتنمية الاجتماعية والاقتصادية للبلاد من جهة، ومن جهة أخرى حاجزا لممارسة صلاحيات صاحب حق الملكية المضمون دستوريا، الذي قد يؤدي إلى التقليل من سلاسة المعاملات وتقليص مداخل الخزينة العمومية الناجمة عن عمليات نقل الملكية.

ش - إيمان

أكثر من مسؤول واحد يمكنه توقيع الوثائق العقارية وتسريع وتيرة إشهار العقود والدفاتر العقارية وزيادة عددها بما يسمح للموثقين والمواطنين باستخراج الوثائق العقارية في وقت معقول.

عراقيل بيروقراطية متعقدة و"جيوب مقاومة" تعمل في الخفاء

وواجه آلاف المواطنين عديد المشاكل عند طلبهم الحصول على الدفتر العقاري الذي يثبت ملكيتهم للعقار، سواء بنايات أو أراض، وقد يصل مدى الحصول على "الدفتر الأخضر" عدة أشهر، وتبدأ المعاناة عندما يكون العقار محل طلب الدفتر العقاري مسجلا أحيانا في البطاقة العقارية في خانة "مجهول"، أو مسجل في خانة "تجهيز عمومي" أو "ملك للدولة".

ومن هذا المنطلق؛ يجب استخراج وثيقة "مستخرج من حالة القسم" (السي سي 12) من مصلحة المحافظة العقارية لمعرفة هيئة تسجيل العقار، ويمكن أن تدوم إجراءات التحقيق إذا كان العقار مجهولا، لمدة 5 سنوات أحيانا بسبب عدد الملفات الموضوعة لدى الأعدوان المكلفين بالتحقيقات. والأصعب من هذا؛ أن يكون العقار مسجلا على أصحاب الورثة؛ وفي هذه النقطة يجب أن تعاد إجراءات "الفريضة".

وكان وزير المالية الأسبق قد أمر بتسليم الدفاتر العقارية لأصحابها في أجل لا يتجاوز 30 يوما، كما حذر من العراقيل البيروقراطية والبطء في معالجة ملفات

في آخر تقرير للبنك العالمي

توقعات بارتفاع معدل النمو الاقتصادي في الجزائر

• ترقب اتساع إنتاج النفط للإسهام في نمو أسرع

توقع تقرير "أفاق الاقتصاد العالمي" الصادر عن البنك الدولي، تسجيل ارتفاع في نسبة نمو الناتج الداخلي الخام، برسم عام 2024، حيث أشارت هيئة بروتون وودز إلى ارتفاع تحقيق نسبة 2.6 بالمائة مقابل 2.5 بالمائة في 2023، مع ترقب اتساع إنتاج النفط في الجزائر للإسهام في نمو أسرع.

حفيظ صوالي



من إعداد: كالي

• أشار تقرير البنك الدولي، أن الجزائر من بين الدول المصدرة للنفط التي ستشهد نمواً، إلى جانب العراق مقابل تباطؤ في ليبيا وإيران بالنسبة لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، كما يتوقع أن يتسع إنتاج النفط في الجزائر والعراق أيضاً للإسهام في نمو أسرع. وراجعت المنظمة الدولية مستوى النمو في الجزائر بـ0.2 نقطة برسم عام 2024 و0.8 نقطة بالنسبة لسنة 2023 بما يدعم مستوى النمو المتوقع للجزائر.

وحدد تقرير هيئة بروتون وودز، آخر التطورات والمستجدات بالنسبة لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا "أدى الصراع الذي اندلع مؤخراً في الشرق الأوسط إلى زيادة حالة عدم اليقين على المستوى الجيوسياسي وعلى مستوى السياسات في المنطقة، كما أدى إلى ضعف النشاط المرتبط بالسياحة، لاسيما في البلدان المجاورة. وواجهت المنطقة بالفعل العديد من التطورات السلبية، منها خفض إنتاج النفط وارتفاع معدلات التضخم وضعف نشاط القطاع الخاص في البلدان المستوردة للنفط، وفي عام 2023 تباطأ معدل النمو في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا بشدة ليصل إلى 1.9%.

واعتبر البنك الدولي أنه "في البلدان المصدرة للنفط، شهد قطاع النفط ضعفا ملحوظا بسبب خفض الإنتاج. وتشير التقديرات إلى أن معدل النمو في دول مجلس التعاون الخليجي قد تباطأ بشدة في عام 2023 بسبب انخفاض إنتاج النفط، وقد تجاوز هذا التباطؤ النشاط القوي في القطاع غير النفطي. وفي البلدان الأخرى المصدرة للنفط، انتمش النمو في البلدان التي تم إعفاؤها من اتفاق أوبك لخفض الإنتاج".

للأصول الثابتة في غزة إلى انكماش كبير للنشاط الاقتصادي، كما سيؤدي الصراع الدائر إلى تضاقم الأوضاع الاقتصادية المتردية بالفعل في الضفة الغربية، وإذا هدأت حدة الصراع، فمن المتوقع أن تساهم جهود إعادة الإعمار في انتعاش النمو ليصل إلى 4.5% في عام 2025.

بالمقابل ومن حيث المخاطر، تتمثل إحدى المخاطر السلبية الشديدة التي تهدد النمو في المنطقة، في اشتداد حدة الصراع ويشمل ذلك الآثار والتداعيات غير المباشرة على البلدان المجاورة وارتفاع أعداد اللاجئين. وتعرض بلدان منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا للكوارث الطبيعية، ويستمر تغير المناخ في زيادة معدلات حدوث وشدة الظواهر المناخية الأشد ضرراً. وفي البلدان المصدرة للنفط إذا انخفضت أسعار النفط أو ضعف الطلب عليه، فقد يكون الإنتاج محدوداً وقد يطول أمد خفض الإنتاج. وفي البلدان المستوردة للنفط سيؤدي تشديد الأوضاع المالية العالمية إلى إضعاف آفاق النمو بسبب الحاجة إلى التمويل الكبير من مصادر خارجية.

2025. وفي المملكة العربية السعودية، من المتوقع أن ينتعش النمو بسبب زيادة إنتاج النفط وصادراته، على الرغم من تمديد خفض الطوعي في إنتاج النفط إلى هذا العام. وعلى مستوى البلدان الأخرى المصدرة للنفط، مثل الجزائر والعراق، من المتوقع أن تساهم زيادة الإنتاج في أوائل عام 2024 في تسريع وتيرة النمو.

وفي البلدان المستوردة للنفط، من المتوقع أن يرتفع معدل النمو ليصل إلى 2.3% هذا العام و7.3% في عام 2025. وسيرتفع معدل النمو في بعض البلدان، لا سيما في جيبوتي والمغرب وتونس، لكن البلدان القريبة من الصراع ستكون أكثر تضرراً. وفي مصر سيؤدي الصراع على الأرجح إلى تفاقم مشكلة التضخم وتقييد نشاط القطاع الخاص وزيادة الضغوط على حسابات المعاملات الخارجية بسبب تراجع عائدات السياحة وتحويلات المصريين في الخارج، كما سيؤثر الصراع سلبيًا على قطاع السياحة في الأردن. ولا تزال الأفق الاقتصادية للضفة الغربية وقطاع غزة يكتنفها قدر كبير من عدم اليقين، حيث من المتوقع أن ينكمش النمو بنسبة 6% في عام 2024 بعد انكماشه بنسبة 7.3% في عام 2023، وسيؤدي الدمار الهائل

كما تباطأ النمو في البلدان المستوردة للنفط إلى حد ما في العام الماضي، مما يعكس ضعف نشاط القطاع الخاص. وظل تضخم أسعار الغذاء مرتفعاً على نحو مستمر، وفي الوقت نفسه أدى الانخفاض الكبير في قيمة العملة إلى ارتفاع معدل التضخم العام. وفي مصر تشير التقديرات إلى تباطؤ النمو في السنة المالية 2023/2022 من جويلية 2022 إلى جوان 2023 (بسبب القيود المفروضة على الواردات وتراجع القدرة المعيشية للأسر وتباطؤ نشاط الشركات وأنشطة الأعمال).

أما بالنسبة للأفاق المستقبلية، أوضح التقرير "أن الصراع في الشرق الأوسط أدى إلى زيادة حالة عدم اليقين بشأن توقعات النمو في المنطقة ويفترض عدم تصاعد الصراع، فمن المتوقع أن يزيد معدل النمو في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا إلى 5.3% في عامي 2024 و2025، وتم تعديل التنبؤات بالزيادة مقارنة بما كان متوقفاً في جوان، مما يعكس معدلات نمو أقوى من المتوقع في البلدان المصدرة للنفط، وبدعم ذلك انتعاش النشاط النفطي، ومن المتوقع أن يرتفع معدل النمو في دول مجلس التعاون الخليجي ليبلغ 6.3% في 2024 و8.3% في

المدير العام للأماك الوطنية:

إصدار الدفاتر العقارية ارتفع بنسبة 30 بالمائة

أطلقت مؤخرا، والتي يتعامل معها حاليا حوالي 2200 موثق والتحضير لولوج الموثق قريبا للمنصة الإلكترونية (بوابة الجزائر)، إضافة إلى التحضير لإطلاق الدفع الإلكتروني للمستحقات المالية من الموثقين خاصة بالنسبة للمعاملات خارج ولاية نشاط مكتب التوثيق.

من جهته، أشاد رئيس الغرفة الوطنية للموثقين، رمضان بوقفة، بالتسهيلات "الهامة" التي استفاد منها الموثقون مؤخرا، خاصة رقمنة بعض العمليات الإدارية الخاصة باستخراج الوثائق العقارية، إضافة إلى تعديل القانون المتعلق بالتزوير، والذي حدد مفهوم التزوير بشكل يوفر حماية قانونية للموثق.

وأضاف بوقفة أن الغرفة الوطنية للموثقين تسعى حاليا من أجل تعديل بعض مواد قانون مهنة التوثيق لتوفير حماية أكبر للموثقين أثناء أداء مهامهم، وخاصة من خلال إعداد تعريف قانوني للأخطاء المادية وتقييد حق اللجوء إلى مقاضاة الموثق.

وقد ناقش أعضاء الغرفة الجهوية للموثقين بوهران خلال هذه الجمعية العامة - حسب رئيس الغرفة رحمان لعرج - مجموعة من الملفات إضافة إلى التقريرين السنويين المالي والأدبي بينها الحلول التشريعية المقترحة للحد من مخاطر المهنة والحماية المهنية والقانونية للموثق وتقاعد الموثقين، وما يترتب عنه من إجراءات تخص تسيير مكاتب التوثيق.

يذكر أن الغرفة الجهوية للموثقين بوهران تضم أزيد من 600 موثق ينشطون بولايات غرب البلاد

ارتفع إصدار الدفاتر العقارية على المستوى الوطني خلال سنة 2023 بنسبة 30 بالمائة مقارنة بسنة 2022، حسبما أفاد، الخميس، بوهران المدير العام للأماك الوطنية، خدي عبد الرحمن.

وذكر خدي خلال جلسة افتتاحية لجمعية عامة للغرفة الجهوية للموثقين بوهران، أن التسهيلات التي وفرتها المديرية العامة للأماك الوطنية ووزارة المالية خلال السنوات الأخيرة

في مجال إصدار عقود الملكية والدفاتر العقارية سمحت برفع وتيرة إصدار الدفاتر العقارية وسرعة معالجتها، ورفع عددها العام الماضي بنسبة 30 بالمائة مقارنة بسنة 2022.

وأشار المدير العام للأماك الوطنية إلى أن إدارته ستشروع قريبا في إدخال حيز التطبيق مجموعة من التسهيلات الإجرائية في مجال معالجة وإصدار العقود والدفاتر العقارية لتسهيل مهام العاملين في مجال الحفظ العقاري والمتعاملين معهم من موثقين ومواطنين.

كما أعلن ذات المسؤول أنه سيتم قريبا الشروع في تنصيب نواب للمحافظين العقاريين على مستوى المحافظات العقارية، بما يسمح بوجود أكثر من ممضي واحد على الوثائق العقارية، وتسريع وتيرة إشهار العقود والدفاتر العقارية، وزيادة عددها بما يسمح للموثقين والمواطنين باستخراج الوثائق العقارية في وقت معقول.

ونوه المسؤول نفسه بنجاح منصة (العقار) الإلكترونية التي

تسهيلات
إجرائية تدخل
حيز التطبيق ..
قريبا



تتضمن تسهيلات جبائية تصون القدرة الشرائية وتحفز الاستثمار

هذه أهم التدابير الضريبية والإجراءات المقررة لـ2024

- الإعفاء المؤقت من الرسم على القيمة المضافة لبعض المواد واسعة الاستهلاك
- تمديد الإعفاء من الزم على القيمة المضافة للتكاليف المرتبطة بخدمات أترنت
- تعديل معدل الضريبة الجزافية المطبقة على نشاط المقاول الذاتي من 5 إلى 0.5 بالمائة
- إعفاء رقم الأعمال الناتج عن جمع وبيع الحليب الطازج من الضريبة الجزافية الوحيدة
- تكريس إعفاءات من الضريبة على الدخل الإجمالي للمدخرين في إطار برامج السكن العمومي
- الإعفاء من رسم الفعالية الطاقوية لعمليات تصدير المنتجات التي تعمل بالكهرباء والغاز
- خفض حقوق الطابع المطبقة على جوازات السفر ذات 48 صفحة

وزيوت التشحيم المستعملة وزيوت التشحيم وزيوت ومواد دسمة غذائية، ومجمعات تحتوي على الرصاص. وأقر قانون المالية أيضا مزايا جبائية لتعزيز السوق المالية من خلال تشجيع الشركات للجوء إليها لتغطية احتياجاتها التمويلية، حيث تمّ في هذا الشأن تجديد، لمدة 5 سنوات ابتداء من 1 يناير 2024، الإعفاء من الضريبة على الدخل الإجمالي أو الضريبة على أرباح الشركات على مداخيل الأسهم والأوراق المماثلة لها، والمسجلة في المماثلة لها ذات الأقدمية.

وتتمّ تكريس إعفاءات من الضريبة على الدخل الإجمالي للمدخرين لتشجيعهم في إطار برامج السكن العمومي، ومن أجل تطوير نشاط التأمين التكافلي تم استثناء المداخيل المتأتية من التوظيف المالي الإلزامي المحققة من طرف شركات التأمين التكافلي من الأساس الخاضع للضريبة على أرباح الشركات، وفق ما جاء ذكر به بيان المديرية العامة للضرائب.

ويتضمن قانون المالية للعام الجاري، من جانب آخر، تطبيق المعدل المخفض 9 بالمائة من الرسم على القيمة المضافة المطبق على عمليات استيراد المدخلات الموجهة لتكاثر المائيات، وتوسيعها إلى تلك المتعلقة بالمدخلات الموجهة لتربية المائيات، فيما كرس الإعفاء من رسم الفعالية الطاقوية لعمليات تصدير المنتجات التي تعمل بالكهرباء والغاز والمنتجات النفطية والمصنعة محليا.

أما عن الإجراءات الرامية لتعبئة الموارد الجبائية، ذكرت مديرية الضرائب بأنه جرى رفع نسبة الضريبة التكميلية على أرباح شركات إنتاج التبغ، والرسم الإضافي على المنتجات التبغية من 37 إلى 50 دج عن كل عبلة. من جهة أخرى، مستندم موارد الصندوق الوطني للتقاعد برفع مساهمة التضامن من 2 إلى 5 بالمائة على عمليات استيراد المواد والمدخلات التي تدخل في إنتاج التبغ، وتأسيس الرسم المحلي للتضامن على أنشطة نقل المحروقات بواسطة الأنابيب.

كما يتضمن قانون المالية 2024 جملة من التدابير الرامية إلى دعم الجماعات المحلية، ومحاربة الغش والتهرب الجبائين، وكذا تسهيلات في مجال الإجراءات المتعلقة بالقضايا محل نزاع.

البشري والبيع المتعلق بالفاكهة والخضر الطازجة، وبيع الاستهلاك والدجاج اللاحم والدبك الرومي المنتجة محليا.

كما يعفى الدقيق العادي والممتاز والسيد من الرسم على القيمة المضافة بغض النظر عن الوجهة المخصصة لاستعماله، وفق ذات البيان، الذي لفت في ذات الصدد إلى تمديد الأجل الممنوحة لمستوردي ومحولي الزيت الخام للصويا لمباشرة عمليات إنتاج هذه المادة الأولية أو اقتنائها من السوق الوطنية "من أجل توفير مادة الزيت الغذائي بالكمية الكافية في السوق الوطنية".

وتتم أيضا خفض حقوق الطابع المطبقة على جوازات السفر ذات 48 صفحة المصادرة في الجزائر، أو تلك المصادرة لفائدة الجالية الجزائرية المقيمة بالخارج.

ومن أجل تسهيل وتحسين استعمال الأترنت الثابت، جرى تمديد الإعفاء من الرسم على القيمة المضافة لغاية 31 ديسمبر 2026 للتكاليف، والأتاوى المرتبطة بخدمات النفاذ الثابت لشبكة الأترنت وكذا التكاليف المتعلقة بتأجير الشريط المار، والموجهة حصريا لتوفير خدمات الأترنت، وإيواء المواقع وتصميمها وتطويرها والصيانة ذات الصلة بمواقع الواب.

أما في الجانب المتعلق بدعم الاستثمار والاقتصاد، فقد تم إلغاء الرسم على النشاط المهني، والذي من شأنه "التأثير إيجابيا على تحسين مناخ الأعمال، وهذا يخفض العبء الجبائي على الشركات"، حسب مديرية الضرائب، مضيفة أنه تم بموجب قانون المالية للعام الحالي تعديل معدل الضريبة الجزافية المطبقة على نشاط المقاول الذاتي من 5 إلى 0.5 بالمائة.

ومن بين التدابير المدرجة لدعم القدرة الشرائية، إعفاء رقم الأعمال الناتج عن أنشطة جمع وبيع الحليب الطازج من الضريبة الجزافية الوحيدة، حيث نص قانون المالية 2024 على "توسيع مجال الإعفاء الممنوح بعنوان الضريبة على الدخل الإجمالي والضريبة على أرباح الشركات ليشمل الضريبة الجزافية الوحيدة فيما يتعلق برقم الأعمال الناتج عن ممارسة أنشطة جمع وبيع الحليب". وفي ذات الجانب، مدد قانون المالية 2024 تطبيق المعدل المخفض 9 بالمائة للرسم على القيمة المضافة إلى النفايات القابلة للتثمين من الورق والمطاط والاطارات المطاطية غير المستعملة وزيوت المحرك وعجلة السرعة،

تضمن قانون المالية لسنة 2024 جملة من التدابير الضريبية، الرامية أساسا إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين وتحسين مناخ الأعمال، مع تكريس تسهيلات جبائية من شأنها دعم الاستثمار ونشاط المؤسسات، وفق ما جاء في بيان نشر في الموقع الإلكتروني للمديرية العامة للضرائب.

وفصلت المديرية الإجراءات الجديدة التي تضمنها القانون وذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي، والتي تركز على دعم القدرة الشرائية للمواطنين، وإجراءات ضريبية ترمي أساسا إلى دعم الاستثمار والاقتصاد وتعبئة الموارد الجبائية، ومكافحة الغش والتهرب الضريبيين، والتسهيلات الجبائية.

ففي إطار الإجراءات الرامية لدعم القدرة الشرائية للمواطن، يتعلق الأمر بشكل خاص بالإعفاء المؤقت من الرسم على القيمة المضافة لبعض المواد واسعة الاستهلاك، وهذا إلى غاية 31 ديسمبر 2024، لعمليات استيراد وبيع البقوليات والأرز الموجهة للاستهلاك



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger